

L'Enseignement Public est aussi une Zone À Défendre !

Le point de vue du cercle UJR de Toulouse

Les manifestations à Toulouse pour dénoncer le barrage de Sivens et la mort de Rémi Fraisse ont été très importantes. La mobilisation des jeunes a été forte. Comme dans toutes les autres villes, elle a réuni des jeunes d'horizons divers : "zadistes", anarchistes, militants politiques, dont de nombreux étudiants et des lycéens (surtout à Paris). La répression des manifestations, plutôt violente, a soudé les participants. C'est ce qui explique par exemple qu'à Toulouse les rassemblements ont pu se tenir durant 4 week-ends d'affilée à effectifs plutôt constants alors que la quasi-totalité d'entre eux ont été interdits. Cette répression policière sous le gouvernement Hollande a été très forte et a surpris bon nombre de participants.

Aujourd'hui, la mobilisation continue, d'autant que l'enquête interne à la gendarmerie a totale-

ment dédouané les gendarmes responsables de la mort de Rémi Fraisse. Sans compter que le projet de barrage n'est pas encore annulé et qu'il y a aussi quelques rassemblements de soutien aux jeunes arrêtés par la police lors des manifestations qui ont eu lieu.

L'émergence d'un mouvement dans l'enseignement

La dénonciation des grands projets inutiles, de la répression et des violences policières nourrit une contestation et une volonté de se battre qui s'est répétée dans les mobilisations à l'université.

Le jeudi 20 novembre, des actions ont été organisées dans les facs et les écoles toulousaines dans le cadre d'une semaine internationale de mobilisation contre "la privatisation de l'enseignement et les hausses des frais d'inscription" et d'une journée nationale d'action dans l'enseignement contre l'austérité. De nombreux étudiants mobilisés autour de Sivens

ont activement participé. Compte tenu de la diversité politique des jeunes qui s'y impliquent, il n'est pas facile de fixer collectivement des objectifs qui permettent de mobiliser largement. Ce n'est pas encore évident mais le mouvement progresse. Au début, certains préféraient rester sur des revendications "contre les violences policières" et "contre le barrage de Sivens". Alors que d'autres, hésitants, préféraient n'évoquer que "les problèmes budgétaires de l'Enseignement". Aujourd'hui, il semble que le mouvement arrive un peu mieux à équilibrer les deux aspects entre lesquels il fait un lien. L'appel de l'AG des étudiants du Mirail titrait par exemple : "Du fric pour les facs et les lycées, pas pour les flics ni pour l'armée !". Les tracts diffusés à Sciences Po par le collectif "Bloquons la hausse" ou à l'Ecole d'architecture (par un collectif d'étudiants de l'Ecole soutenue par l'UNEF) indiquaient : "L'Enseignement Public est aussi une Zone À Défendre !"

Journée nationale d'action le 11 décembre dans l'ESR

Cette journée est organisée après le vote du budget à l'Assemblée nationale qui "vient de confirmer le désengagement de l'Etat et la dégradation des conditions de fonctionnement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR)". Tout le monde est concerné "qu'il s'agisse des étudiants, des personnels techniques et administratifs des universités et des organismes, des enseignants-chercheurs et des chercheurs, touchés par la précarité des jeunes et moins jeunes collègues, des budgets insuffisants et inappropriés, des carrières bloquées, des conditions de travail, d'études et de vie dégradées". L'appel a été lancé conjointement par les syndicats d'enseignants, de personnel non-enseignant, d'étudiants et par le collectif "Science en marche". C'est un rendez-vous important qui permettra de mesurer le niveau de mobilisation. Un secteur de plus où la colère grandit contre la politique d'austérité du gouvernement qui fait peu de cas de sa soi-disant "priorité pour la jeunesse" ! ★

La participation des jeunes à l'insurrection au Burkina

Dans un pays où plus de 60 % de la population a moins de 25 ans, la jeunesse a joué un rôle important dans l'insurrection populaire qui a chassé Blaise Compaoré et dans les puissants mouvements qui l'ont préparée. André Tibéri, représentant de l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ Burkina) l'a largement illustré dans une soirée organisée à Toulouse le 28 novembre (1).

L'UJR a publié sur son site un tract de l'ODJ qui apporte des éléments très concrets sur la participation des jeunes à l'insurrection du 30 octobre sur un site minier de la province du Yagha où cinq de ses militants ont été tués. En voici quelques extraits : "A l'instar de la quasi-totalité des localités du Burkina, la jeunesse du Yagha n'a pas marchandé sa participation à l'insurrection populaire du 30 octobre 2014. Excédée par les pratiques esclavagistes de la Société Minière Kindo Adama (SOMIKA) en

complicité avec l'appareil politico-administratif du pouvoir de la IV^e république, elle a voulu en finir avec ses oppresseurs à travers une insurrection locale. [...] Dans la matinée du 30 octobre 2014, les femmes de la localité, qui avaient vu, quelques jours avant, leur matériel d'orpaillage confisqué par la SOMIKA, se sont organisées pour revendiquer la remise sans condition de ce matériel. Malgré cette insistance, le responsable de SOMIKA, Kindo Boureima, opposa un refus catégorique. Aux environs de 14 heures, les populations se sont mobilisées massivement pour exiger non seulement la satisfaction de cette revendication mais aussi et surtout le départ pur et simple de SOMIKA, et ce, dans la foulée de l'insurrection populaire en cours sur le territoire national. Sur les lieux, la population s'est retrouvée en face des responsables de SOMIKA qui étaient protégés par un détachement de la CRS fortement

armée et la police des mines mis à la disposition de la société. Devant la détermination des populations, les éléments de la CRS, tout en faisant usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, ordonnaient au chef de Comptoir Kindo Boureima et ses vigiles de tirer à bout portant et à balles réelles sur les insurgés. Sur le champ de bataille, trois camarades trouveront la mort et deux autres succomberont à leurs blessures au CSPS du village de Takatami. Ce qui porte à cinq le nombre de morts. Cette violente répression a également fait 68 blessés au total parmi lesquels des femmes et des enfants. L'un des manifestants tombés sur le champ de bataille aurait été achevé par un élément de la CRS. Le même jour et les jours suivants, les populations du Yagha et de la Komandjoari se sont littéralement débarrassées de la Société en la chassant de ses installations. C'est donc en vue de mettre définitivement

fin au règne de cette société esclavagiste des temps modernes et ses complices que nos camarades ont consenti le sacrifice suprême pour se libérer de l'exploitation et de l'asservissement. L'ODJ tout entière salue le courage et la maturité des braves populations et de la jeunesse intrépide de Tangangari".

Malgré ces lourdes pertes, l'ODJ et ses militants se tiennent "prêts pour les nouvelles luttes contre l'oppression et pour la liberté et pour la satisfaction des préoccupations de la jeunesse". Ils peuvent compter sur le soutien de l'UJR et comme l'ont dit les camarades qui ont participé au rassemblement du 8 novembre à Paris : "Que vive la mobilisation du peuple du Burkina ! Que vive la solidarité internationale des peuples !" ★

(1) Soirée avec l'ODJ proposée par l'UJR avec le soutien de Survie, du PCOF, du PG, du Front Populaire de Tunisie et une association de solidarité avec les peuples du Maghreb et Moyen-Orient.